

MONDE

Yes he... could have ! La réforme de la santé se grippe. Après l'adoption de justesse de la réforme du système de santé, par 219 voix contre 212 par la Chambre des représentants, les Républicains ont trouvé la faille. Un vice de procédure, à cause duquel le texte doit repasser devant la Chambre des représentants.

Vidéoconférence au sommet. Le Président américain s'est entretenu de l'Iran et du Proche-Orient avec son homologue français, la Chancelière allemande et le Premier ministre britannique lors d'une vidéoconférence. Les quatre dirigeants ont discuté des « *prochaines mesures* » que devrait prendre la communauté internationale vis-à-vis de l'Iran, ainsi que du processus de paix au Proche-Orient et de dossiers économiques. La veille, M. OBAMA avait eu un entretien « *honnête* » et « *direct* » avec le Premier ministre israélien, Benjamin NETANYAHU, à qui il a demandé de prendre des mesures pour bâtir la confiance dans le processus de paix au Proche-Orient, a rapporté la Maison Blanche.

Iran : KOUCHNER hausse le ton. Le ministre des Affaires étrangères à la tribune du Sénat : « *Nous continuerons à rechercher le dialogue mais quelles réponses ont suscité jusqu'alors toutes nos offres de dialogue ? Rien de tangible* », a-t-il fait valoir. « *L'Iran* », a-t-il souligné, « *accroît la portée de ses missiles, l'AIEA déplore à longueur de rapports que l'Iran ne coopère pas suffisamment avec elle et Téhéran a rejeté toutes nos offres de dialogue et de coopération* ».

Le Royaume-Uni ferme la porte. Le pays a annoncé l'expulsion d'un diplomate israélien, indiquant « *qu'il existait des raisons convaincantes de croire qu'Israël est responsable de l'utilisation abusive de passeports britanniques* », qui ont servi à un commando pour assassiner en janvier d'un cadre du Hamas à Dubaï. Israël a fait part de sa « *déception* ».

EUROPE

Réunion des dirigeants de l'Eurogroupe ? C'est une proposition de Nicolas SARKOZY et de José Luis ZAPATERO pour préparer le Conseil européen qui s'ouvre ce jeudi à Bruxelles. En ligne de mire, le soutien à la Grèce, dont les modalités sont loin de faire l'unanimité au sein des 27. L'Allemagne refuse de s'engager dans l'immédiat a affirmé son ministre des Affaires étrangères, Guido WESTERWELLE, soutenu par M. JUNCKER qui juge qu'il n'est pas « *absolument nécessaire* » que les dirigeants européens « *se mettent d'accord cette semaine* » sur un dispositif d'aide à la Grèce. Le Parlement européen a décidé de tenir une session extraordinaire le 7 avril pour débattre des résultats du Conseil.

Qui sera le secrétaire général du futur Service européen d'action extérieure (SEAE) ? Le ministre des Affaires étrangères et européennes Bernard KOUCHNER n'avait pas exclu que la France brigue le poste. Les réactions lors de l'audition par la commission des Affaires étrangères du Parlement européen de Mme ASHTON : « *Nous rejetons l'idée d'un secrétaire général à la française, tapi comme une araignée au milieu de sa toile* », a déclaré le conservateur allemand Elmar BROK. Contrairement à la France, « *il y a en Europe 26 autres pays qui n'ont pas d'ENA* », a-t-il poursuivi. Au lieu d'être secondée par un fonctionnaire au poste de secrétaire général, Mme ASHTON devrait s'entourer « *d'adjoints qui seraient responsables politiquement* », a estimé à ses côtés, à l'issue de l'audition, le président (belge) du groupe libéral, Guy VERHOFSTADT, co-rapporteur avec M. BROK

Un ministre français à un conseil allemand. La ministre de l'Economie Christine LAGARDE participera le 31 mars prochain à une réunion du conseil des ministres allemands, où doit être adopté un projet de taxation des banques. Les deux gouvernements ont instauré le mois dernier la possibilité pour leurs ministres d'assister individuellement au conseil des ministres du pays partenaire, et Mme LAGARDE sera la première à faire usage de ce procédé.

Les Communes dans la tourmente. Plus de vingt députés britanniques, de tous bords politiques, ont violé « *à plus de 400 occasions* » les règles concernant les voyages payés par des

gouvernements étrangers. Cette révélation de la BBC intervient au lendemain de la suspension par le Labour de trois anciens ministres, accusés d'avoir monnayé leurs services de lobbying.

Lutte contre la corruption et le crime organisé : la Commission pointe du doigt le manque de résultats en Bulgarie et en Roumanie, exhortant ces deux pays entrés en 2007 dans l'UE à faire désormais de cette question une « *priorité nationale* ».

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Mobilisation internationale pour enrayer la crise alimentaire au Niger. Elle frappe cette année près de 7,8 millions de Nigériens, dont plus de 300.000 enfants de manière grave. En cause, la baisse de la production agricole à laquelle fait face le Niger, de l'ordre de 25% selon l'Unicef. Conséquences : les réserves de céréales sont maigres et souvent déjà épuisées. Une situation qui concerne d'autres pays de la bande sahélienne, touchés par l'irrégularité des pluies. Au Tchad voisin, la crise alimentaire menace également près de 2 millions de personnes, estime l'Unicef.

Côte d'Ivoire : le processus de paix « en danger » ? C'est ce qu'affirment les « *patriotes* » ivoiriens, soutenant le président Laurent GBAGBO, au lendemain de la déclaration de l'ex-rebellion refusant de lier le désarmement à la tenue du scrutin officiellement prévue fin-avril début mai.

Sénégal. L'Assemblée nationale a adopté un projet de loi déclarant l'esclavage et la traite négrière crimes contre l'humanité, devenant le premier pays africain à se doter d'une telle législation.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Conférence de presse du Président de la République. Nicolas SARKOZY s'est adressé aux Français mercredi, après l'échec de l'UMP aux régionales. Il a annoncé la poursuite des réformes, expliquant qu'il avait été « *élu pour sortir notre pays de l'immobilisme* ». Il a souligné qu'il était conscient que « *La crise, ajoutant ses difficultés, a empêché de voir les effets positifs de tout ce qui a été accompli. Je comprends votre impatience. Je me dois d'y répondre.* » Mais, dit le Président, « *rien ne serait pire que de changer de cap du tout au tout* ». « *Les réformes, la politique économique, la République irréprochable, ce sont des choix qui exigent de la constance qui doivent s'inscrire dans la durée.* » Les sujets qui « *ne peuvent plus attendre* » : l'agriculture, les retraites, la santé et la sécurité. Il conclue : « *Vous attendez des résultats. Ces résultats, vous les aurez.* »

FILLON privé de télé ! Le Premier ministre, qui devait s'exprimer au Journal télévisé de TF1, a finalement décidé d'annuler son intervention... à la demande du Chef de l'Etat. Motif invoqué par le Président : ne pas interférer avec sa propre allocution à l'issue du Conseil des ministres. A noter que les députés UMP seront reçus la semaine prochaine, probablement mercredi, à l'Elysée par le Président de la République. Cette rencontre était initialement programmée le... 1^{er} avril. Elle devrait toutefois être avancée au 31 mars.

Remaniement ministériel technique. Seul Xavier DARCOS, perdant en Aquitaine, fait les frais de la défaite de la droite aux élections régionales. C'est Eric WOERTH, nouveau Ministre du travail, qui conduira la réforme des retraites. Ouverture à droite cette fois, avec l'entrée au gouvernement de parlementaires UMP jusqu'ici très critiques envers le Président. François BAROIN, chiraquien pur sucre, devient ministre du Budget. Georges TRON fidèle de l'ancien Premier ministre Dominique de VILLEPIN, devient secrétaire d'Etat à la Fonction publique. Marc-Philippe DAUBRESSE, UMP centriste, est nommé ministre de la jeunesse et des solidarités actives, pour remplacer Martin HIRSH, candidat volontaire au départ.

Les réactions du Parti socialiste : il dénonce une mesure « *cosmétique* » ne pouvant à elle seule « *répondre aux attentes des Français* » exprimées dans les urnes, dit Harlem DESIR, secrétaire national chargé de la coordination. Pour Jean-Paul HUCHON, « *le micro-remaniement* » de l'Elysée « *ne répond en rien au désaveu du pouvoir. (...) Ce jeu de chaises musicales ne vise qu'à faire taire les voix discordantes au sein de la majorité. Plutôt que de parler aux Français, Nicolas SARKOZY a choisi de s'adresser à l'UMP* ». Quant à François HOLLANDE, il déclare : « *plus qu'un remaniement ministériel, il faut un remaniement de politique. Les Français ont voté à gauche, Nicolas SARKOZY fait un gouvernement de droite, je ne sais pas si c'est le bon message...* ».

Régionales : après la victoire de la gauche. La Première secrétaire du PS, Martine AUBRY, a réuni au siège du parti les présidents de régions socialistes vainqueurs du second tour des régionales pour les remercier et discuter de l'avenir. La présidente de Poitou-Charentes, Ségolène ROYAL, n'a pas participé à cette rencontre. Mme AUBRY a souligné : « *J'ai toujours dit que Ségolène ROYAL a un statut à part. C'est notre ancienne candidate à la présidence de la République* ». « *Elle a toute sa*

place au cœur du Parti socialiste ». La patronne du PS a salué « *le très beau bilan* » de la présidente de Poitou-Charentes. Le PS a par ailleurs souhaité une « *large mobilisation aux côtés des syndicats* ». La plupart d'entre eux ont appelé les salariés à exprimer par des grèves et manifestations leur mécontentement face à la situation sociale.

Près de deux Français sur trois souhaitent le maintien de François FILLON à son poste. Sondage CSA pour Le Parisien/Aujourd'hui en France et Europe 1. Seuls 21% souhaitent un changement de Premier ministre. Un tiers (36%) des Français disent avoir voulu exprimer par leur vote leur insatisfaction vis-à-vis de l'action du Président de la République. 49% affirment que leur vote « *n'a eu aucun rapport avec un jugement sur la politique* » de l'exécutif. Du côté des abstentionnistes - près de la moitié des Français ne se sont pas déplacés -, 35% disent avoir voulu exprimer leur mécontentement « *sur la manière dont vont les choses en France* ».

Et 2012 ? Une nette majorité de Français (58%) ne souhaite pas que le président Nicolas SARKOZY soit candidat à l'élection présidentielle de 2012, selon Ipsos pour « Le Point ». 33% des personnes interrogées souhaitent que M. SARKOZY brigue un nouveau mandat et 9% ne se prononcent pas. Parmi les sympathisants UMP, 75% d'entre eux souhaitent que le chef de l'Etat soit candidat, 21% y sont opposés (4% ne se prononcent pas).

L' « appel du 22 mars ». Daniel voit rouge. D. COHN-BENDIT a critiqué implicitement les méthodes de la direction des Verts lors des élections régionales en présentant l'appel du 22 mars. « *Nous devons dire que dans la dernière séquence nous n'avons pas été à la hauteur de l'espérance d'Europe Ecologie* », a affirmé le député européen. « *Beaucoup, dans la manière de décider, la manière de faire, ne s'y sont pas retrouvés* », a-t-il dit, dénonçant, entre autres, la constitution des listes d'union avec le Parti socialiste pour le 2nd tour des régionales. « *Nous faisons de la politique comme les autres* », a déploré Daniel COHN-BENDIT, qui a cependant pris soin de répéter à plusieurs reprises qu'il ne voulait « *pas montrer du doigt les uns ou les autres* ». Les députés Verts Noël MAMERE, Yves COCHET et François de RUGY ont signé l'appel du 22 mars.

Un « nouveau pacte majoritaire ». Les parlementaires UMP se réuniront en séminaire lundi prochain autour de François FILLON pour évoquer la construction de ce projet « *pour les deux dernières années du quinquennat* », a indiqué Jean-François COPE. Il a précisé qu'il associerait le Premier ministre et les présidents de groupe au Sénat et à l'Assemblée. Le pacte reposera sur trois « *pilliers* » : des « *réformes vitales pour les Français* » comme celles des retraites et la réduction des déficits, les questions de l'emploi, de la justice sociale et de la compétitivité, et enfin les valeurs de la République, « *Il nous faut amplifier, renforcer encore ce travail de coproduction législative et le formaliser à travers ce nouveau pacte* ». Les sénateurs UMP se sont félicités de la création de ce groupe de travail et ont demandé « *un pacte de confiance avec l'exécutif* ».

Le centre se concentre. Les différents courants et formations centristes comptent s'appuyer sur les résultats des régionales pour essayer de poursuivre sur la voie d'une éventuelle réunification sur le modèle de l'ancienne UDF. Le président du Nouveau Centre, Hervé MORIN, ministre de la Défense, et Jean ARTHUIS, président de la commission des Finances du Sénat, doivent tenir une conférence de presse, afin de présenter les réflexions communes. François SAUVADET, président du groupe NC à l'Assemblée nationale, et Nicolas ABOUT, président du groupe UC au Sénat, participeront.

Le nouveau parti de Dominique de VILLEPIN. Il doit être créé le 19 juin prochain et sera la transformation du « *Club Villepin* » qui a vu le jour à l'automne dernier. Le nouveau nom sera connu à ce moment là. Il s'agira d'un nouveau parti politique en vue de l'élection présidentielle de 2012. Dominique de VILLEPIN, veut s'attacher à présenter aux Français une « *alternative* » pour 2012.

La taxe carbonisée... L'annonce a été faite à l'Assemblée nationale par François FILLON venu rencontrer les députés UMP pour faire le bilan des régionales. Le Premier ministre a annoncé l'abandon du projet de la taxe carbone. Justification de cette décision : cette taxe doit se faire au niveau européen pour « *ne pas plomber la compétitivité* » des entreprises françaises. C'est ce qu'avait réclamé entre les deux tours François BAROIN, le nouveau ministre du Budget.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Le Premier ministre face aux députés. M. FILLON a réaffirmé les trois « *priorités* » du gouvernement : la croissance et l'emploi, la réduction des déficits publics, et le pacte républicain. Interrogé par le président du groupe UMP Jean-François COPE, M. FILLON a reconnu la « *défaite électorale* » de la majorité lors des régionales. En réponse au président du groupe socialiste, Jean-

Marc AYRAULT, il a annoncé que le gouvernement prendrait « *des initiatives* » pour « *voir avec les présidents de région* » comment lutter contre la crise économique. « *Vous allez présider 22 ou 23 régions sur 26. C'est une responsabilité considérable, et je voudrais dans un esprit républicain saluer ceux et celles qui demain vont présider les régions françaises* » dans un contexte de « *crise* » qui « *rend leur responsabilité d'autant plus importante* », a déclaré le chef du gouvernement.

Sénat

Commission des Affaires européennes. Jean BIZET, sénateur (UMP) et conseiller général de la Manche, a été élu à la présidence de la commission des Affaires européennes, avec 18 voix sur 33 suffrages. Il remplace Hubert HAENEL, nommé au Conseil constitutionnel.

Groupe Socialiste au Sénat. Adhésion d'un nouveau membre : Ronan KERDRAON (jusqu'alors non inscrit) qui fait passer le nombre de membres du groupe PS de 102 à 103.

CONSEIL DES MINISTRES

Décret relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes.

Communications. Le plan « égalité des chances » du ministère de la défense. / La gouvernance économique européenne.

Les résultats des élections régionales. 20 régions ont été remportées par des listes conduites par le PS ; deux régions ont été remportées par des listes « divers gauche », le Languedoc-Roussillon et la Martinique ; 3 par la majorité présidentielle : l'Alsace, la Guyane et la Réunion ; enfin, aucune majorité absolue ne se dégage à l'Assemblée de Corse. Pour ce qui est du nombre d'élus, la gauche compte 1.182 conseillers régionaux contre 1.157 en 2004. La majorité présidentielle compte désormais 502 élus, contre 528 en 2004. Enfin, le Front national obtient 118 élus, contre 151 en 2004.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le taux de chômage va encore augmenter cette année, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2008 et 2009, puis redescendre à 9,6% de la population active fin 2011, revenant au niveau enregistré fin 2009, selon des prévisions publiées par Pôle emploi. Il atteindrait 9,8% fin 2010. En février, hausse de 3.300 personnes (+0,1% soit 2,667 millions) et 7.800 (+0,2% soit 3,872 millions) si l'on inclut les personnes ayant une activité réduite.

Juvamine. Le moral des industriels, qui s'était effondré avec la crise, a renoué avec sa lente remontée en mars, progressant de trois points pour atteindre 94 points, malgré des carnets de commandes toujours peu étoffés, a annoncé l'Insee.

La SNCF déraile ? Elle a subi en 2009 une perte nette de 980 millions d'euros, due en particulier à des dépréciations d'actifs sans lesquelles elle afficherait un résultat tout juste positif de 3 millions. La direction du groupe attribue en grande partie la perte à « *la crise* », soulignant l'arrêt de la croissance de TGV, qualifié de « *rupture historique* ».

Henri PROGLIO, PDG d'EDF, quittera la présidence du conseil d'administration de Veolia Environnement avant la fin de l'année.

Christine LAGARDE favorable à une taxe sur les banques. Quelques jours après les déclarations de Dominique STRAUSS- KAHN et Michel BARNIER en faveur de la création d'un fonds de garantie européen financé par les établissements de crédit de la zone euro, la ministre de l'Economie s'est déclarée prête à suivre en partie l'exemple allemand. « *Toute la question est de savoir quel sera le montant de cette taxe et à quoi on l'affecte : est-ce qu'on en fait une sorte de fonds d'assurance faillite ou bien est-ce qu'on l'affecte au budget de l'Etat ?* » a déclaré Mme LAGARDE.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La Francophonie en action. A noter la mise en place du Comité permanent des Ambassadeurs et Diplomates francophones de Pékin pour l'Exposition Universelle de Shanghai. C'est l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en Chine, Alain Nicaise Papatchi COFFIE, qui a été élu par ses pairs pour présider ce comité afin de veiller, en étroite coopération avec l'OIF, à ce que la francophonie tienne toute sa place lors de cet événement de portée internationale. C'est le bureau de l'Association des Francophones de Pékin, fondée par Francis NIZET, Conseiller élu à l'AFE en Asie du Nord et son épouse Jacqueline, que l'ambassadeur préside, qui l'assistera dans sa tâche.

Coopération renforcée pour les divorces des couples binationaux. La coopération renforcée est un instrument qui permet à 9 Etats au minimum d'approfondir leur coopération dans un domaine d'action particulier. Mais il suscite des réserves car il pourrait être un facteur de division. Dix pays - Roumanie, Hongrie, Autriche, Espagne, Italie, Slovaquie, Luxembourg, Grèce, Bulgarie et France - souhaitent activer cette procédure pour contourner le refus de la Suède à des propositions de la Commission européenne (projet de règlement dit « Rome III »). Seuls les Etats concernés voteront ensuite sur la proposition de réglementation elle-même. La proposition donne aux conjoints la possibilité de choisir le pays dont la loi s'appliquera pour leur divorce (celle du pays où le couple avait sa résidence habituelle ou leur dernière résidence commune ou, si rien ne marche, celle du pays où le divorce est demandé).

Ambassades de France en Autriche et au Guatemala : plus de compétences. Les compétences relatives à la tenue du Registre des Français établis hors de France et à la délivrance de titres de voyage (sauf passeports d'urgence et laissez-passer), sont transférées :

- des ambassades en Hongrie et en République tchèque à l'ambassade de France en Autriche,
- des ambassades au Salvador et au Honduras à l'ambassade au Guatemala.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Aïe. Les violences contre les personnes ont continué d'augmenter (+2,37%) entre mars 2009 et février 2010 par rapport aux douze mois précédents, mais leur hausse marque une « *intensité moins élevée* », selon le bilan de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Le Pape BENOIT XVI a exprimé sa « honte » face au scandale de pédophilie dans le clergé irlandais et a annoncé des initiatives en faveur « *d'une guérison et d'un renouveau* », dans sa lettre aux catholiques de ce pays. Les hommes d'Eglise coupables d'actes pédophiles devront en « *répondre* » non seulement « *devant Dieu mais aussi devant la justice ordinaire.* » La lettre annonce plusieurs mesures dont une « *visite apostolique* », c'est-à-dire une enquête « *dans plusieurs diocèses d'Irlande* ». Aux évêques irlandais, accusés d'avoir couvert des centaines de cas de pédophilie commis sur plusieurs décennies par des religieux, il a reproché de « *graves erreurs de jugement* ». L'Allemagne, pays natal du Pape, a été également touchée par le scandale.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

« **Public Sénat** » en ligne avec un nouvel espace d'information politique et parlementaire.
<http://www.publicsenat.fr/>

Le Salon du livre 2010. C'est la 30^{ème} édition du salon. Du 26 au 31 mars Porte de Versailles.
<http://www.salondulivreparis.com/>

CARNET

Sports

Héros. Après sa difficile victoire (12-10) samedi sous la pluie contre l'Angleterre, l'équipe de France de rugby a réalisé le 9^{ème} grand chelem de son histoire.

Nominations

Christian DAZIANO, ambassadeur auprès du Royaume du Swaziland, en résidence à Maputo.

Michel DEJAEGER, consul général de France à Alger, en remplacement de Francis HEUDE.

Benoît d'ABOVILLE, membre du conseil des affaires étrangères.

Marie-José TOULGOAT, reconduite au poste de chef de service dans les services du Premier ministre pour exercer les fonctions de secrétaire générale au centre d'analyse stratégique.

Jeannette BOUGRAB, va se voir confier la présidence de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde).

Didier BANQUY, ancien directeur adjoint du cabinet de Nicolas SARKOZY à Bercy, dirigera le cabinet de François BAROIN, ministre du Budget.

Fabrice de BATTISTA, chef du bureau de l'homologation des publications et agences de presse au ministère de la Culture, devrait rejoindre l'Etablissement public du musée du Quai Branly.

Jean-Serge NERIN, commandant de police, tué récemment dans l'exercice de ses fonctions, nommé Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur (attentat ETA).

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr